

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 29/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PERNOD RICARD FRANCE

Rue de Seclin
BP 4
59175 Vendeville

Références : -
Code AIOT : 0007001205

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2024 dans l'établissement PERNOD RICARD FRANCE implanté Rue de Seclin BP 4 59175 Vendeville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre de la vérification des mesures compensatoires mise en place par l'établissement dans le cadre de la réalisation de la "campagne whisky" en fin d'année 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PERNOD RICARD FRANCE
- Rue de Seclin BP 4 59175 Vendeville
- Code AIOT : 0007001205

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La S.A. Ricard créée en 1932, devenue Pernod Ricard France en 2020, appartient au groupe Pernod Ricard, leader mondial de fabrication et de négoce de pastis, et possède 3 sites en France. Le site de Vendeville, dont l'activité est la fabrication et le conditionnement de différentes références, dont du Ricard, du whisky, produit 20 millions de litres par an (capacité de 40 millions de litres par an), est autorisé par arrêté préfectoral du 31 octobre 1997, complété le 19 novembre 2002, notamment pour les rubriques 4XXX, 2253 et 1510.3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Par arrêté préfectoral du 7 juin 2017, il a été acté le classement de l'établissement Pernod Ricard France de Vendeville en tant qu'établissement seveso seuil bas. L'effectif sur site est d'environ 60 personnes. L'arrêté préfectoral du 31 octobre 1997 a été complété par arrêté préfectoral du 11 septembre 2023 concernant la création d'un atelier "multi-anis". Cet atelier a été modifié pour créer 2 cuveries qui font l'objet d'un porter à connaissance en cours d'instruction. L'arrêté préfectoral du 31 octobre 1997 a enfin été complété par arrêté préfectoral du 25 mai 2024 concernant la création d'un entrepôt "impetus". Ce projet n'a, à ce jour, pas été mis en œuvre.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mesures compensatoires campagne whisky	Autre du 03/10/2024	Demande d'action corrective	1 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater la mise en œuvre effective des mesures compensatoires prévues par l'exploitant dans le cadre de la campagne whisky, et notamment le gardiennage complémentaire en dehors des heures de production et la réalisation des rondes à ces périodes. Néanmoins, il a été mis en évidence que l'utilisation des pointeaux n'est pas effective, et que la procédure interne en cas de problème (notamment pour que l'agent de sécurité prenne contact avec le responsable d'établissement hors heures ouvrées) n'a pas été mise en place ou n'est pas connue de l'agent de sécurité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures compensatoires campagne whisky

Référence réglementaire : Autre du 03/10/2024
Thème(s) : Risques accidentels, mesures compensatoires
Prescription contrôlée : Suite à l'inspection du 27/09/2024, l'exploitant a transmis un document daté du 03/10/2024 indiquant les mesures compensatoires qui seraient mises en place pendant la campagne whisky de fin d'année 2024. Cette campagne s'étend jusqu'au 06/12/2024. Le document mentionne notamment : <ul style="list-style-type: none"> • installation d'un système de détection incendie dans les 2 cuveries whisky,

- mise en place d'un gardiennage 24h/24, 7j/7 durant les campagnes d'utilisation de la cuverie whisky avec transmission d'un listing d'appel des responsables en cas de problème, selon procédure interne,
- fermeture des barrières écluse en fin d'activité,
- installation de 3 pointeaux de contrôle afin de tracer la vérification horaire de l'état normal des cuveries whisky par les agents de gardiennage.

Constats :

L'inspection a été réalisée de 9h30 à 22h30.

L'agent de sécurité était au fait de sa mission principale consistant en une vérification visuelle de l'absence de fuite ou autre problème au sein des 2 cuves whisky et du tableau électrique en face de celles-ci.

Il a indiqué réaliser des rondes toutes les heures. Le document de consignation des rondes réalisées depuis le début de la campagne en cours a été présenté et sa vérification par sondage n'a pas mis en évidence d'anomalie.

Il est à noter que la ronde consiste exclusivement en un passage dans les 2 cuveries et une vérification du tableau électrique situé face à elles.

L'agent de sécurité n'utilise pas les pointeaux installés au niveau des cuveries.

Lors de l'inspection, les barrières écluse des cuveries étaient en position "baissée" telle que prévue dans le document.

Il est à noter qu'au sein de la 1ère cuverie, il y avait présence d'un liquide transparent au sol et qu'au sein de la 2ème cuverie, il y avait la présence d'un liquide à la teinte colorée au sol (a priori, de l'alcool). L'agent de sécurité a mentionné qu'il avait signalé cela au cours d'une nuit précédente.

En termes de "listing d'appel selon une procédure interne", l'agent de sécurité a mentionné la liste des personnes indiquées (de manière pérenne semble-t-il au poste de garde) en précisant qu'il avait déjà tenté de les joindre sans succès. Le soir de l'inspection, et sur demande de l'inspecteur, il a tenté de joindre les 3 premières personnes du listing sans succès. La 4ème personne mentionnée a répondu. L'agent de sécurité n'a pas connaissance de procédure interne spécifique en cas de difficulté rencontrée.

Par conséquent, l'inspecteur a constaté que le gardiennage est mis en place, ainsi que la ronde, mais que les pointeaux mis en place ne sont pas utilisés.

D'autre part, la procédure interne associée à un listing d'appel a montré des limites pour prévenir le personnel du site en cas de difficulté remontée par l'agent de sécurité en dehors des heures de production.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Prendre les dispositions nécessaires afin d'utiliser les pointeaux mis en place lors des rondes réalisées et transmettre une procédure opérationnelle afin que l'agent d'accueil puisse prendre les dispositions adaptées en cas de soucis détecté.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 jour